

La santé sexuelle

des jeunes scolarisés
en Bretagne

> Enquête 2017 >

Janvier 2019



L'édition 2017 de l'enquête réalisée auprès des jeunes bretons scolarisés de la cinquième à la terminale contribue à approfondir les connaissances sur leur état de santé et suivre son évolution depuis 2001.

Les questions se rapportant à la santé sexuelle sont essentiellement posées aux élèves à partir de la quatrième. Elles mettent en lumière les éléments suivants :

- Le niveau d'information des jeunes sur les méthodes contraceptives, s'il progresse à partir de la troisième, demeure insuffisant pour un élève sur dix.
- L'information sur le préservatif masculin semble bien assimilée par les jeunes : la majorité sait où s'en procurer et comment s'en servir ; mais les garçons et les lycéens en filière professionnelle soulignent plus souvent son caractère contraignant.

Un lycéen sur cinq a déjà eu des relations sexuelles, et parmi ceux-ci :

- Lors de leur première relation sexuelle :
 - plus de neuf lycéens sur dix ont utilisé un moyen de contraception,
 - 5 % n'ont pas utilisé de préservatif.
- Lors de leur dernier rapport sexuel :
 - neuf lycéens sur dix ont utilisé un moyen de contraception,
 - 40 % n'ont pas eu recours au préservatif, la pilule seule étant plus largement utilisée.

Les différences sont marquées entre les lycéens en filière générale et technologique et ceux en filière professionnelle. Ces derniers, qui se déclarent mieux informés sur les moyens contraceptifs, sont plus nombreux à avoir déjà eu des relations sexuelles et à avoir déjà effectué un test de dépistage du VIH. Leurs premiers rapports sexuels sont moins fréquemment protégés par un préservatif.

Malgré un bon niveau d'information sur les méthodes contraceptives, notamment sur la contraception d'urgence, une lycéenne sur trois, ayant déjà eu des relations sexuelles, a eu recours à la contraception d'urgence et une lycéenne sur vingt-cinq déclare avoir déjà vécu une interruption volontaire de grossesse (IVG).

En termes d'évolution, le niveau d'information des jeunes sur les méthodes contraceptives et le préservatif masculin est moins bon qu'en 2001 et 2007 et l'usage du préservatif est jugé moins nécessaire compte tenu des progrès de la médecine concernant les traitements des infections sexuellement transmissibles (IST). Parallèlement les connaissances sur la contraception d'urgence n'ont pas évolué favorablement chez les élèves de quatrième et troisième.

Si les jeunes en 2017 sont toujours autant convaincus qu'avoir un enfant à leur âge est une situation à éviter, les filles sont moins nombreuses à considérer l'IVG comme un échec de la prévention et de la contraception et elles l'assimilent plus souvent à un moyen comme un autre pour éviter d'avoir un enfant.

CONTEXTE DE L'ENQUÊTE

La santé des jeunes et ses déterminants constituent une priorité régionale partagée par le Conseil Régional, l'Agence Régionale de Santé, le Rectorat et la Direction de l'enseignement catholique. Cette plaquette fait partie d'un ensemble de plusieurs études exploitant les résultats de l'enquête menée en 2017 sur la « Santé des jeunes scolarisés en Bretagne ».

Elle analyse la santé sexuelle des élèves, essentiellement de la quatrième à la terminale, au travers des résultats concernant le niveau d'information et les opinions sur les moyens contraceptifs, la sexualité, les usages des moyens contraceptifs, le recours à la contraception d'urgence et à l'interruption volontaire de grossesse, ainsi que l'information sur les infections sexuellement transmissibles et le recours au test de dépistage du VIH.

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

L'édition 2017 de l'enquête comportait, sur la thématique de la santé sexuelle, 3 questions pour les élèves de cinquième (sur leur niveau d'information uniquement) et 25 questions pour ceux de la quatrième à la terminale (sur leur niveau d'information, leurs opinions, recours et comportements).

L'enquête s'est déroulée du 3 au 31 janvier 2017 auprès de 61 établissements tirés au sort : 36 collèges, 17 lycées pour la filière générale et technologique et 8 lycées pour la filière professionnelle. 153 classes ont été sélectionnées : 80 classes en collèges, 49 classes en filière générale et technologique et 24 classes en filière professionnelle.

Les données ont été collectées auprès de 3 500 élèves des classes de cinquième à la terminale. Elles ont été redressées afin que l'échantillon constitué soit représentatif de la population scolarisée en Bretagne. Des tests de comparaison ont été réalisés pour l'analyse des données et toutes les différences mentionnées dans ce document le sont pour un seuil de significativité de 5 %.

< Information sur les moyens contraceptifs	3
< Opinions sur les préservatifs	5
< Usages des méthodes contraceptives	6
< Recours à la pilule contraceptive d'urgence et à l'IVG	7
< Opinions sur la grossesse et l'IVG	8
< Infections sexuellement transmissibles	9
< Principales évolutions	10



Au fil de la scolarité, le médecin devient l'interlocuteur privilégié sur les questions de sexualité

Pour évoquer les questions sur la sexualité, les jeunes sollicitent à égalité leurs amis ou leurs parents, cités par plus de trois élèves sur dix. Le médecin arrive à la troisième place, pour un quart des jeunes, suivi par les frères ou sœurs (7 %) et le service de santé de l'établissement scolaire (5 %).

Le recours au médecin augmente progressivement avec l'avancée dans les niveaux de classe, au détriment des parents : les terminales sollicitent deux fois plus un médecin que les quatrièmes et deux fois moins leurs parents (*graphique 1*).

Le recours au(x) frère(s) ou sœur(s) et aux services de santé des établissements scolaires évoluent peu selon le niveau de classe.

Quatre jeunes sur dix se déclarent parfaitement informés sur les moyens contraceptifs

Globalement, 43 % des élèves se considèrent parfaitement informés sur les moyens de contraception et 44 % le sont moyennement, sans différence selon le sexe. À l'inverse, 13 % d'entre eux déclarent « ne pas être informés du tout », « ne rien y comprendre » ou « ne pas savoir ».

Le degré d'information augmente progressivement à partir de la troisième

Les cinquièmes et les quatrièmes déclarent plus fréquemment un manque d'information ou une méconnaissance. Le degré d'information augmente avec l'avancée dans les niveaux de classe : les élèves de terminale sont trois fois plus nombreux que ceux de quatrième à s'estimer parfaitement informés sur les moyens contraceptifs (*graphique 2*).

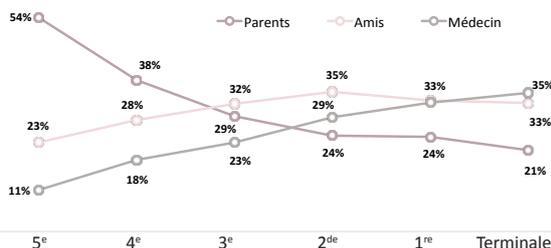
Il diffère également selon la filière : un tiers des collégiens (32 %) se déclarent parfaitement informés, ils sont un lycéen sur deux (52 %) en filière générale et technologique et six sur dix (61 %) en filière professionnelle.

■ Les collégiens évoquent les questions de sexualité avec leurs parents, les lycéens avec leurs amis ou un médecin.

■ Un élève sur dix ne se sent pas suffisamment informé sur les méthodes contraceptives.

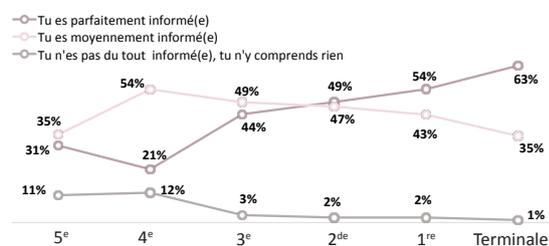
■ Les lycéens en filière professionnelle s'estiment mieux informés que ceux en filière générale et technologique.

1 Interlocuteurs des jeunes pour les questions de sexualité selon le niveau de classe



Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne.

2 Information sur les moyens contraceptifs selon le niveau de classe



Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne.

► REPÈRES

Les établissements privés sous contrat n'ont pas l'obligation d'avoir un service de santé. Ainsi, près de neuf fois sur dix, les jeunes qui identifient l'infirmière scolaire ou l'assistante sociale sont scolarisés dans un établissement public.

Si l'on considère uniquement l'ensemble des réponses des élèves scolarisés en établissements publics, le recours à l'infirmière ou l'assistante sociale est cité par 7 % des élèves.



Huit jeunes sur dix se considèrent bien informés sur l'utilisation du préservatif masculin

Les garçons déclarent être plus informés sur l'utilisation du préservatif masculin que les filles (84 % vs 77 %). De même, ils sont plus nombreux à savoir s'en servir en cas de besoin (83 % vs 70 % des filles). Mais, les garçons comme les filles déclarent très majoritairement savoir où s'en procurer en cas de besoin (87 %).

Ce sentiment progresse au fil de la scolarité

Chez les garçons comme chez les filles, les plus jeunes sont significativement les moins bien informés (*graphique 1*). Mais avec l'avancée dans la scolarité, la quasi-totalité des filles et des garçons s'estime bien informée.

Globalement, près des deux tiers des jeunes en cinquième savent où se procurer des préservatifs en cas de besoin. En terminale, ils sont 98 %.

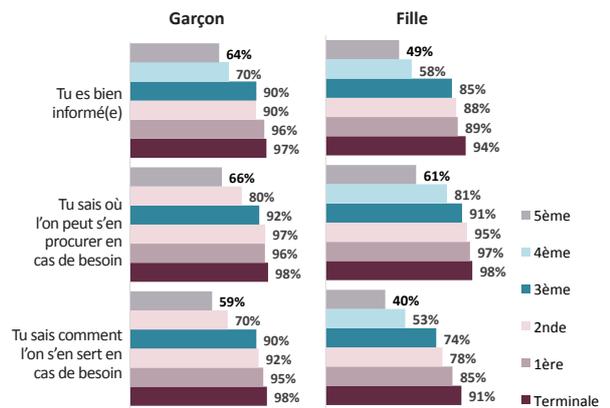
Parallèlement, ce sont les cinquièmes les moins nombreux à savoir s'en servir. L'écart entre filles et garçons s'atténue au fil de la scolarité. En terminale, la quasi-totalité des garçons comme des filles déclare savoir l'utiliser (respectivement 98 % et 91 %).

Les filles sont mieux informées sur la pilule contraceptive d'urgence que les garçons

En moyenne, les deux tiers des filles (65 %) déclarent être bien informées sur la pilule contraceptive d'urgence vs 50 % des garçons. Cette différence entre filles et garçons ne s'atténue pas avec l'avancée dans les niveaux de classe (*graphique 2*).

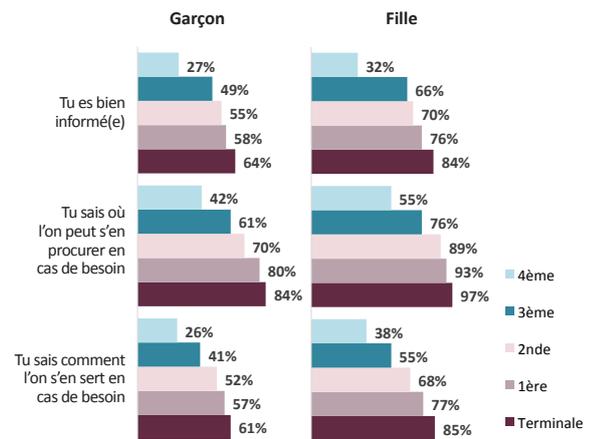
Mieux informées, les filles sont plus nombreuses que les garçons à savoir où se la procurer et comment l'utiliser en cas de besoin. En terminale, 97 % des filles savent où se la procurer et 85 % d'entre elles savent s'en servir. Le niveau d'information ne diffère pas selon la filière.

1 Information sur l'utilisation du préservatif masculin selon le sexe et le niveau de classe



Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne

2 Information sur la pilule contraceptive d'urgence selon le sexe et le niveau de classe*



Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne
*Les cinquièmes n'ont pas été interrogés sur la pilule contraceptive d'urgence

Le degré d'information progresse fortement au collège et plus modérément à partir de la seconde, sans différence selon la filière.

Les garçons affichent un meilleur niveau de connaissance que les filles sur l'utilisation du préservatif masculin.

Les filles s'estiment majoritairement bien informées sur la pilule contraceptive d'urgence, et de plus en plus avec l'avancée dans les niveaux de classe, sans différence selon la filière. Elles sont plus nombreuses que les garçons à savoir où se la procurer et s'en servir.

► REPÈRES

L'expression **contraception d'urgence** désigne une contraception d'exception à utiliser au plus tard dans les 3 à 5 jours après un rapport sexuel non ou mal protégé. Il existe deux méthodes de contraception d'urgence :

- la pilule contraceptive d'urgence (PCU ou parfois appelé à tort «pilule du lendemain»),
- la pose d'un dispositif intra-utérin (DIU) au cuivre.

Source : Ameli.

Dans le questionnaire, les jeunes ont uniquement été interrogés sur la pilule contraceptive d'urgence (PCU).



■ Pour neuf jeunes sur dix, utiliser un préservatif c'est « respecter son partenaire ».

■ Avec l'avancée dans les niveaux de classe, l'usage du préservatif semble moins évident : les jeunes sont de moins en moins nombreux à le considérer nécessaire si l'on connaît bien la personne et il est jugé plus contraignant, en particulier pour les garçons et les lycéens en filière professionnelle.

■ Un jeune sur dix estime que le préservatif n'est plus nécessaire grâce aux progrès des traitements des IST.

Le préservatif à chaque rapport sexuel est une nécessité pour l'essentiel des jeunes

« Utiliser un préservatif, c'est respecter son partenaire », pour neuf jeunes sur dix (88 %). Plus de huit sur dix le jugent nécessaire à chaque rapport sexuel, et le considèrent nécessaire « même si l'on connaît bien la personne ».

En revanche, un jeune sur dix pense que « le préservatif n'est plus nécessaire grâce aux progrès des traitements du sida et des infections sexuellement transmissibles (IST) » et quatre jeunes sur dix (41 %) évoquent son aspect contraignant (*graphique 1*).

Mais les garçons en sont sensiblement moins convaincus que les filles...

Les filles estiment plus souvent que les garçons que le préservatif est une nécessité à chaque rapport sexuel (*graphique 1*). De plus, elles sont plus nombreuses que les garçons à le considérer nécessaire même si l'on connaît bien la personne. Mais, avec l'avancée dans les niveaux de classe, les jeunes sont de moins en moins nombreux à exprimer ces deux points de vue (*graphique 2*).

Les filles sont également plus nombreuses que les garçons à penser « qu'utiliser un préservatif, c'est respecter son partenaire », sans différence selon le niveau de classe.

... et soulignent plus souvent le caractère contraignant du préservatif

L'aspect contraignant du préservatif est plus souvent avancé par les garçons que les filles. Cette opinion se développe avec l'avancée dans la scolarité chez les filles : 34 % l'expriment en troisième vs 46 % en terminale. Chez les garçons, il n'y a pas de différence selon le niveau de classe. De plus, ils affirment globalement plus souvent que les filles que l'usage du préservatif n'est plus nécessaire compte tenu des progrès des traitements médicaux du sida et des infections sexuellement transmissibles. Ce sentiment varie peu selon le niveau de classe.

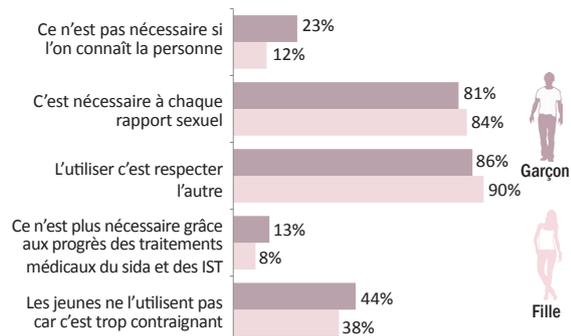
Les lycéens en filière professionnelle négligent plus souvent l'utilisation du préservatif

En filière professionnelle, les lycéens estiment moins fréquemment que les collégiens et les lycéens en filière générale et technologique que l'utilisation d'un préservatif est une question de respect (*graphique 3*). Parallèlement, ils sont moins nombreux à le juger nécessaire à chaque rapport et le considèrent inutile si l'on connaît bien la personne, deux fois plus souvent que les collégiens.

Par ailleurs, ils avancent plus souvent son caractère contraignant, dans près d'un cas sur deux.

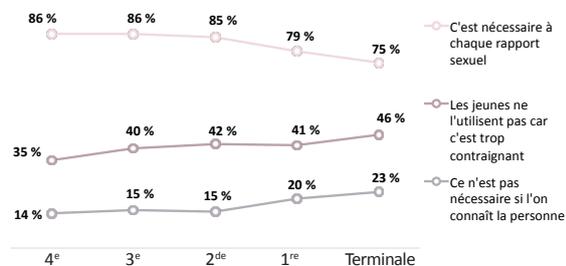
Enfin, ils pensent qu'il n'est plus indispensable grâce aux progrès des traitements médicaux du sida et des IST, deux fois plus souvent que les lycéens en filière générale et technologique.

1 Opinions sur l'utilisation des préservatifs selon le sexe



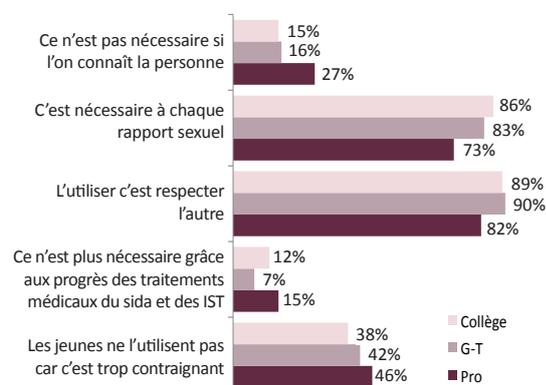
Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne

2 Opinions sur l'utilisation des préservatifs selon le niveau de classe



Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne

3 Opinions sur l'utilisation des préservatifs selon la filière*



* G-T : filière générale et technologique ; Pro : filière professionnelle.

Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne.

► MÉTHODOLOGIE

Seuls les élèves, à partir de la 4^e, ayant déjà eu des rapports sexuels au cours de leur vie, ont été interrogés sur leurs usages des méthodes contraceptives (cf. graphique 1).

Les résultats concernant les moyens de contraception utilisés ne sont donc analysés que sur le public lycéen en raison de l'effectif insuffisant d'élèves concernés au collège.



■ L'entrée dans la sexualité se fait principalement au lycée.

■ La contraception au premier rapport est quasi systématique.

■ 85 % des lycéens déclarent avoir eu recours au préservatif masculin lors de leur premier rapport sexuel et 60 % lors du dernier rapport sexuel.

■ L'utilisation de la pilule augmente avec l'avancée dans la vie sexuelle et dans les niveaux de classe, au détriment du préservatif masculin.

► REPÈRES

L'implant contraceptif se présente sous la forme d'un bâtonnet cylindrique sous-cutané ayant une durée d'action de 3 ans. Il peut être prescrit, posé et enlevé par un médecin ou une sage-femme.

Peu de rapports sexuels avant le lycée

Seuls 2 % des élèves de quatrième et 5 % des élèves de troisième déclarent avoir déjà eu un ou des rapports sexuels. Ensuite, plus le niveau de classe augmente, plus ils sont nombreux à avoir connu une expérience sexuelle (graphique 1). Ils sont plus de la moitié en terminale (52 %). Les lycéens en filière professionnelle sont également plus fréquemment concernés : 46 % d'entre eux vs 31 % en filière générale et technologique.

Parmi les lycéens ayant déjà eu au moins un rapport sexuel, celui-ci a eu lieu au cours des douze derniers mois dans plus de neuf cas sur dix.

Les premiers rapports sont quasiment tous protégés par un moyen de contraception

Lors du premier rapport sexuel, 93 % des lycéens ont utilisé un moyen de contraception, 2 % n'en ont pas utilisé et 5 % ne savent pas si eux-mêmes ou leur partenaire ont utilisé un moyen de contraception (graphique 2).

Le moyen le plus largement utilisé est le préservatif masculin seul (67 %) ou associé à la pilule (18 %), suivi par la pilule seule (7 %). Ce dernier mode de contraception est plus utilisé en filière professionnelle (12 %) qu'en filière générale et technologique (4 %).

Le recours au préservatif diminue avec l'avancée dans la vie sexuelle, au profit de la pilule

Lors du dernier rapport sexuel, 90 % des lycéens ont utilisé un moyen de contraception, 3 % n'en ont pas utilisé et 7 % « ne savent pas ».

Si le préservatif masculin utilisé seul ou associé à la pilule reste le moyen privilégié par les lycéens (59 %) lors du dernier rapport sexuel, il est moins cité qu'au premier rapport, au profit de l'utilisation de la pilule seule (28 %), sans différence significative entre les filières.

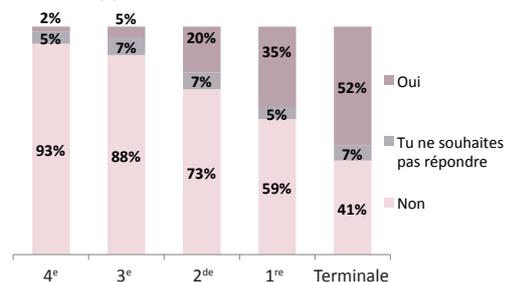
Parmi les autres méthodes hormonales, l'implant reste minoritaire. Il est cité par 4 % des lycéens, deux fois plus souvent en filière professionnelle (6 %) qu'en filière générale et technologique (3 %) (graphique 3).

Lors du dernier rapport sexuel, l'utilisation de la pilule seule est deux fois plus fréquente en terminale qu'en seconde

Les lycéens utilisent moins fréquemment le préservatif masculin seul, avec l'avancée dans les niveaux de classe, au profit de la pilule. Celle-ci devient le principal mode de contraception utilisé en terminale (35 %) à égalité avec le préservatif masculin seul (34 %).

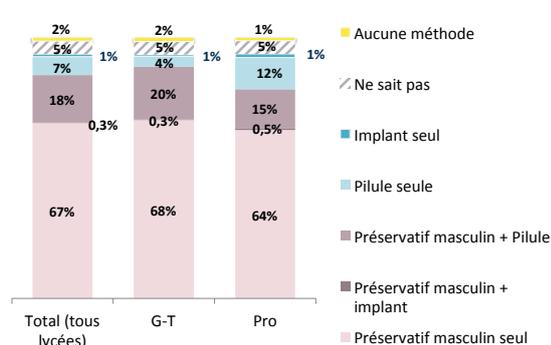
Lors du dernier rapport sexuel, 70 % des lycéens en classe de seconde ont utilisé un préservatif masculin contre 53 % en terminale (graphique 4).

1 Jeunes déclarant avoir déjà eu un(des) rapport(s) sexuel(s) selon le niveau de classe



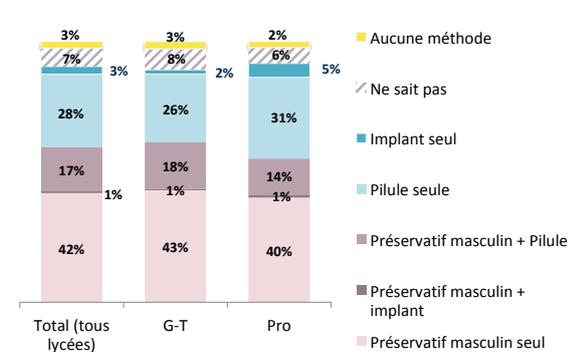
Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne.

2 Moyens de contraception utilisés selon la filière* LORS DU PREMIER RAPPORT SEXUEL



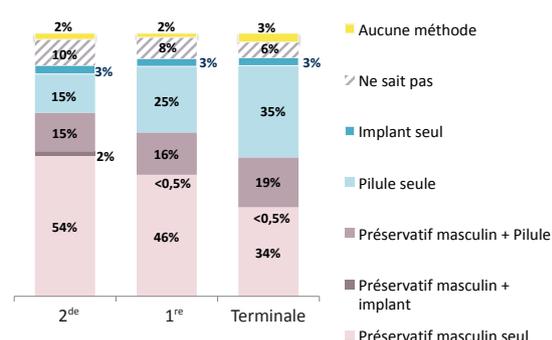
* G-T : filière générale et technologique ; Pro : filière professionnelle.
Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne.

3 Moyens de contraception utilisés selon la filière* LORS DU DERNIER RAPPORT SEXUEL



* G-T : filière générale et technologique ; Pro : filière professionnelle.
Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne.

4 Moyens de contraception utilisés selon le niveau de classe LORS DU DERNIER RAPPORT SEXUEL



Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne.

► MÉTHODOLOGIE

Le recours à la contraception d'urgence n'a pas été analysé au collège (graphique 1) en raison d'un effectif très faible (<10).



■ Un tiers des lycéennes a déjà eu recours à la pilule contraceptive d'urgence, le plus souvent une seule fois. La majorité l'a obtenue en pharmacie.

■ Une lycéenne sur vingt-cinq a déjà eu recours à une IVG.

Plus d'un tiers des filles a déjà utilisé au moins une fois une pilule contraceptive d'urgence

L'entrée dans la sexualité ayant lieu principalement après le collège, le recours à la contraception d'urgence y est marginal.

En revanche, au lycée, un tiers des filles qui a déjà eu des relations sexuelles déclare l'avoir déjà utilisée, une ou plusieurs fois (graphique 1).

Elles sont 27 % à y avoir eu recours au cours des douze derniers mois, sans différence selon les niveaux de classe. 85 % d'entre elles se sont procurées la pilule contraceptive d'urgence dans une pharmacie, 7,5 % au centre de planification (planning familial), 7,5 % auprès de l'infirmière scolaire. Aucune jeune fille n'a cité le médecin (généraliste, traitant, de famille).

Le recours à la pilule contraceptive d'urgence ne diffère pas selon les niveaux de classe ou la filière.

Qu'elles y aient eu recours ou non, les filles sont majoritairement bien informées sur la pilule contraceptive d'urgence, elles savent où s'en procurer et comment l'utiliser

La quasi-totalité des filles ayant déjà eu recours à la pilule contraceptive d'urgence déclare être bien informée sur son utilisation et comment s'en servir. Elles savent toutes où s'en procurer en cas de besoin (graphique 2).

Celles qui n'y ont jamais eu recours s'estiment aussi majoritairement bien informées, savent où s'en procurer en cas de besoin et comment s'en servir.

4 % des lycéennes ont déjà eu recours à l'IVG

Aucune élève au collège n'a mentionné d'IVG. Au lycée, la différence entre filières ou niveaux de classe n'est pas significative.

Dans trois cas sur quatre (76 %), il s'agissait d'une IVG médicamenteuse, dans 8 % des cas d'une IVG chirurgicale et 16 % n'ont pas souhaité répondre.

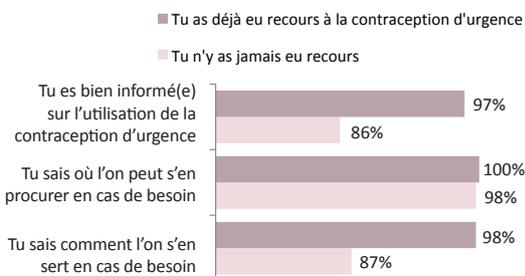
Parmi les filles qui n'y ont jamais eu recours, la majorité s'estime moyennement informée (57 %), un quart parfaitement informée et une sur six pas du tout informée (16 %).

1 Recours des lycéennes à la pilule contraceptive d'urgence



Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne

2 Niveau d'information des lycéennes sur la pilule contraceptive d'urgence selon le recours*



*Le niveau d'information sur la contraception d'urgence est présenté selon les niveaux de classe en page 4.

Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne

► REPÈRES

Depuis 1999, la pilule de contraception d'urgence (PCU) peut être obtenue en pharmacie sans ordonnance. Pour les mineures, elle est gratuite et délivrée de façon anonyme. Elle peut également être délivrée gratuitement par les infirmiers scolaires aux élèves mineures ou majeures de l'enseignement secondaire.

D'après le Baromètre Santé 2016 de Santé Publique France, l'utilisation de la contraception d'urgence au cours des douze derniers mois est très fréquente chez les jeunes filles de 15 à 19 ans (21,4 %).

Source : « L'utilisation de la contraception d'urgence en France métropolitaine en 2016 : niveau et déterminants. » Bull. Epidémiol. Hebd. 2018;(29):590-5.



Éviter la grossesse fait consensus chez les jeunes

La quasi-totalité des jeunes (95 %) considère qu'avoir un enfant à leur âge est une situation à éviter, sans différence selon le sexe ou le niveau de classe. L'aspect dangereux que ce soit pour la mère ou pour le bébé est perçu par les trois quarts des élèves, davantage par les garçons que par les filles et par les plus jeunes que par les plus âgés (graphique 1). Près de deux élèves sur dix estiment que « ce n'est pas dangereux du tout », opinion plus souvent partagée par les filles en terminale. Les garçons (20 %) sont plus nombreux que les filles (14 %) à « approuver cette situation » et cette opinion décroît avec l'avancée dans les niveaux de classe.

Un peu plus de la moitié des élèves se déclare moyennement informée sur l'IVG

54% des élèves déclarent être moyennement informés sur l'IVG, 22 % ne se sentent pas du tout informés et 9 % ne savent pas. À l'inverse, 16 % le sont parfaitement. Le degré d'information varie selon le sexe : les trois quarts des filles sont parfaitement ou moyennement informées, contre deux-tiers des garçons. Par ailleurs, il augmente avec l'avancée dans les niveaux de classe, passant de 57 % en quatrième à 82 % en terminale. Les élèves en filière professionnelle se considèrent mieux informés que ceux en filière générale et technologique (graphique 2).

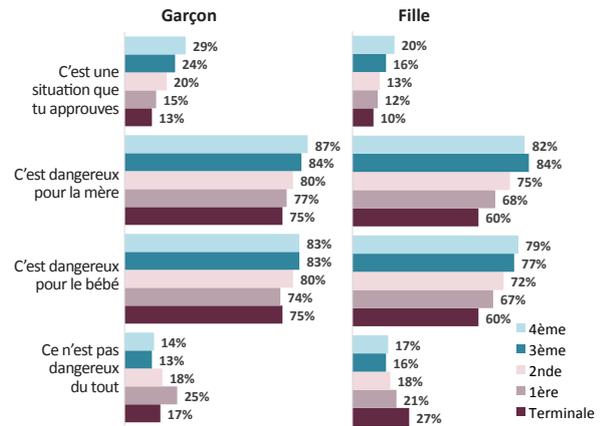
Trois jeunes sur quatre estiment que « l'IVG est un moyen comme un autre pour éviter d'avoir un enfant »

Sept jeunes sur dix considèrent l'IVG comme « un événement grave et traumatisant », davantage les filles que les garçons (74 % vs 68 %), sans différence selon le niveau de classe. Paradoxalement, les jeunes sont tout aussi nombreux (74 %) à penser que l'IVG est « un moyen comme un autre pour éviter d'avoir un enfant », les garçons plus que les filles (78 % vs 71 %). Cependant, cette opinion décroît avec l'avancée dans les niveaux de classe (graphique 3).

Plus de huit jeunes sur dix (82 %) estiment qu'« heureusement que cela existe », les filles (84 %) un peu plus que les garçons (81 %) et les plus âgés plus souvent que les plus jeunes.

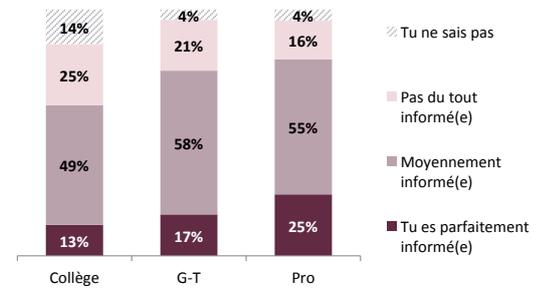
Par ailleurs, près de sept jeunes sur dix considèrent l'IVG comme « un échec que la prévention et la contraception auraient pu éviter », les garçons (70 %) plus que les filles (66 %), mais sans différence significative selon le niveau de classe.

1 Opinions sur le fait d'avoir un enfant ou d'être enceinte à leur âge, selon le sexe et le niveau de classe*



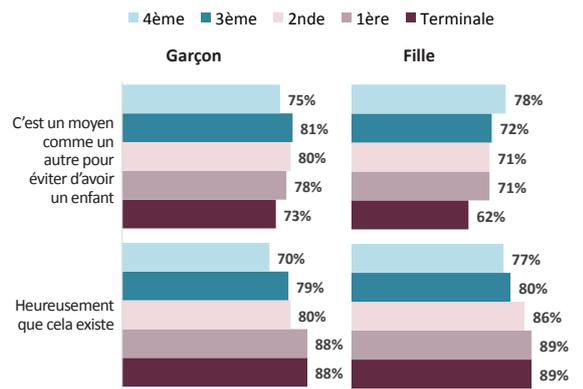
* La question posée aux jeunes était « Voici des opinions que l'on peut entendre sur le fait d'avoir un enfant (ou être enceinte) à ton âge. Pour chacune d'elles, dis-nous si tu es d'accord ». Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne.

2 Information sur l'IVG selon la filière



* G-T : filière générale et technologique ; Pro : filière professionnelle. Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne.

3 Opinions sur le recours à une IVG pour un jeune de leur âge, selon le sexe et le niveau de classe*



* La question posée aux jeunes était « Voici des propositions sur le fait de recourir à une IVG pour quelqu'un de ton âge. Dis-nous si tu es d'accord ». Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne.

► REPÈRES

En dehors de la vaccination contre le virus de l'hépatite B et plus récemment contre le papillomavirus humain, la prévention des infections sexuellement transmissibles (IST) repose sur l'usage du préservatif (masculin ou féminin).



La majorité des jeunes connaissent les méthodes contraceptives qui protègent contre les IST ou le sida.

Les garçons apparaissent plus informés que les filles sur ces méthodes ainsi que les élèves en filière générale et technologique.

Le recours au test de dépistage du VIH est plus fréquent chez les jeunes en filière professionnelle.

Neuf jeunes sur dix savent que le préservatif masculin protège des IST et du sida

Parmi les moyens qui protègent des IST ou du sida, neuf jeunes sur dix identifient bien le préservatif masculin et sept sur dix le préservatif féminin. Les garçons sont mieux informés que les filles (graphique 1).

13 % des jeunes pensent que la pilule les protège des IST, plus souvent les garçons

Plus d'un jeune sur dix croit à tort que la pilule protège des IST, 4 % citent l'implant, 3 % le patch et les spermicides, et 13 % ne savent pas (graphique 1).

Pour la quasi-totalité des méthodes contraceptives, les connaissances s'améliorent avec l'avancée dans les niveaux de classe.

De façon générale, les élèves en filière générale et technologique sont mieux informés que ceux en filière professionnelle

En effet, ils sont plus nombreux à savoir que les préservatifs (masculin ou féminin) protègent des IST, à l'inverse de la pilule (graphique 2).

Près d'un quart des élèves de quatrième et de troisième déclare ne pas connaître les méthodes de protection contre les IST ou le sida.

5 % des élèves ont déjà effectué un test de dépistage du VIH, sans différence selon le sexe

Les trois quarts des jeunes n'en ont jamais réalisé et 21 % ne savent pas.

Parmi ceux qui ont réalisé le test, 3 % l'ont fait au cours des douze derniers mois et 2 % il y a plus longtemps.

Le recours au test de dépistage du VIH est plus fréquent chez les jeunes en filière professionnelle : 13 % vs 5 % des lycéens en filière générale et technologique et 2 % au collège (graphique 3).

Le recours au test de dépistage est plus fréquent en cas d'utilisation de la pilule seule comme moyen de contraception

Le test de dépistage est plus souvent réalisé chez les jeunes qui ont utilisé la pilule seule comme moyen contraceptif au cours du dernier rapport (31 % d'entre eux) ou un autre mode de contraception (24 %).

Il est moins fréquent en cas d'utilisation du préservatif seul (10 % des jeunes concernés) ou du préservatif combiné à la pilule (14 %).

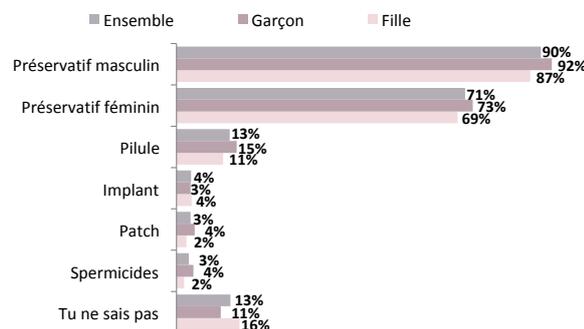
► REPÈRES

Le dépistage de l'infection à VIH

Il peut être effectué dans le cadre d'une démarche individuelle, mais il est également proposé systématiquement dans certaines circonstances, notamment lors de la grossesse. En France, il peut être réalisé en médecine de ville, dans le cadre d'un « Centre Gratuit d'information, de Dépistage et de Diagnostic » (CeGIDD) ou encore dans une structure hospitalière. Les Centres de planification et d'éducation familiale (CPEF) peuvent également proposer un dépistage gratuit.

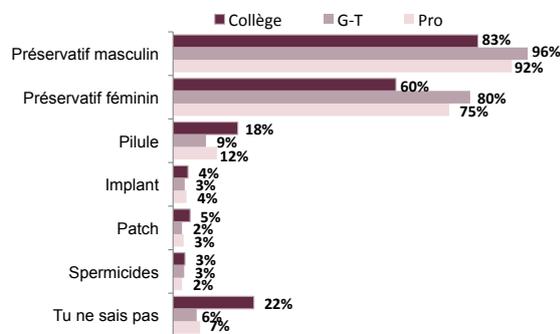
Le TROD (Test Rapide d'Orientation Diagnostique du VIH) est un test réalisé par une simple piqûre au bout du doigt. Il est conçu pour donner un résultat en quelques minutes. Il est totalement fiable trois mois après une prise de risque VIH. Il peut être effectué gratuitement dans un CeGIDD ou une association habilitée pour le dépistage du VIH.

1 Méthodes contraceptives identifiées comme protégeant des IST ou du sida, selon le sexe



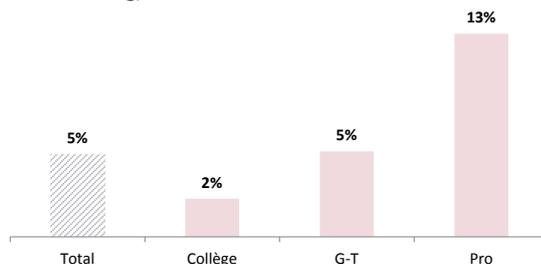
Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne

2 Méthodes contraceptives identifiées comme protégeant des IST ou du sida, selon la filière*



*G-T : Filière générale et technologique. Pro : Filière professionnelle. Au collège, seuls les élèves de quatrième et troisième ont été interrogés. Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne

3 Recours au test de dépistage du VIH (hors don du sang) selon la filière*



*G-T : Filière générale et technologique. Pro : Filière professionnelle. Au collège, seuls les élèves de quatrième et troisième ont été interrogés. Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne



Les jeunes se considèrent moins bien informés sur les moyens contraceptifs

En 2017, les jeunes sont moins nombreux à se déclarer parfaitement informés sur les moyens contraceptifs qu'il y a dix ans (*graphique 1*), les garçons comme les filles. C'est particulièrement le cas des élèves de troisième et de première : 44 % des troisièmes déclarent être bien informés en 2017 contre 48 % en 2001 et 61 % en 2007, et respectivement 54 %, 62 % et 69 % en première. À l'inverse, ils sont plus nombreux à s'estimer moyennement informés.

Le niveau de connaissances sur le préservatif masculin a diminué

Globalement, en 2017, les jeunes se sentent moins bien informés qu'en 2001 et 2007 sur l'utilisation du préservatif (*graphique 2*), davantage les filles et les collégiens. Ils déclarent également moins souvent savoir où s'en procurer en cas de besoin, notamment les filles et les élèves de quatrième.

Les jeunes de quatrième sont moins nombreux en 2017 à savoir comment s'en servir. On ne note pas d'évolution significative par filière sur ces questions.

La part des jeunes qui estime le préservatif nécessaire à chaque rapport sexuel est stable

En 2017, 82 % des jeunes pensent que le préservatif est nécessaire à chaque rapport sexuel, comme en 2001 et en 2007 (*graphique 3*).

Dans le même temps, ils reconnaissent davantage sa nécessité, même « si l'on connaît bien la personne ».

Bien que très nombreux (88%), ils le sont moins qu'en 2001 et 2007 à penser qu'« utiliser le préservatif, c'est respecter son partenaire ».

Moins évoqué qu'en 2001, le côté contraignant du préservatif est encore souligné par 41 % des jeunes en 2017.

Deux fois plus de jeunes qu'il y a 10 ans pensent à tort que le préservatif n'est plus nécessaire grâce aux progrès thérapeutiques pour lutter contre le sida et les IST

En 2017, un jeune sur dix soutient toujours que grâce aux progrès de la médecine concernant les traitements du sida et des infections sexuellement transmissibles, l'usage du préservatif n'est plus indispensable.

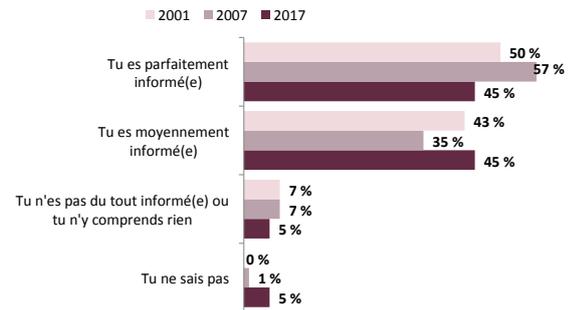
► MÉTHODOLOGIE

Cette nouvelle édition de l'enquête permet de porter un regard sur l'évolution des indicateurs de santé des jeunes collégiens et lycéens bretons.

Les résultats de l'enquête 2017 ont été comparés à ceux obtenus en 2001 et en 2007 pour les types d'établissements et niveaux de classes communs aux trois enquêtes. La comparaison se base sur les niveaux de classe de quatrième et troisième des collèges et première et terminale des lycées généraux, technologiques et professionnels.

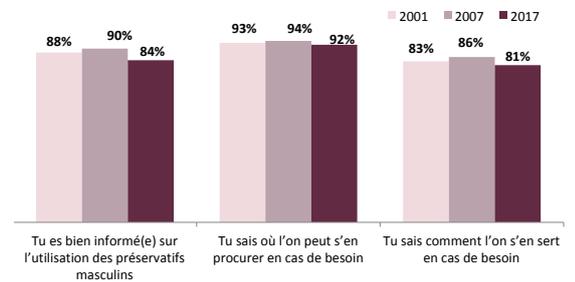
L'analyse des évolutions concerne 1 686 élèves en quatrième, 1 661 élèves en troisième, 1 327 en première et 1 259 en terminale (soit 5 933 élèves au total).

1 Information sur les moyens contraceptifs



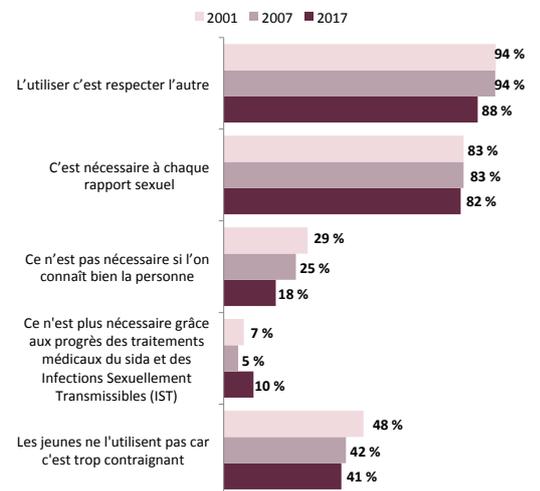
Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne.

2 Information sur le préservatif masculin



Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne.

3 Opinions sur l'utilisation des préservatifs (masculin ou féminin)



Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne.

En bref

CE QU'IL FAUT RETENIR

■ En 2017 comme en 2001, la quasi-totalité des jeunes pense qu'avoir un enfant à leur âge est une situation à éviter.

■ La dangerosité de la grossesse tant pour la mère que pour le bébé est plus fréquemment mise en avant en 2017.

■ Si les opinions relatives aux recours à l'IVG ont peu évolué chez les garçons, les filles sont plus nombreuses à le considérer comme un moyen comme « un autre pour éviter d'avoir un enfant » et moins nombreuses à le considérer comme « un échec de la prévention et de la contraception ».

■ S'agissant des préoccupations des jeunes en matière de santé, les risques liés aux infections sexuellement transmissibles sont nettement moins évoqués en 2017 qu'en 2001 ou 2007.

Le degré d'information sur la pilule contraceptive d'urgence est stable

Si, pour les filles comme pour les garçons, le degré d'information sur la pilule contraceptive d'urgence n'a pas évolué, en revanche, il est moindre pour les élèves de quatrième en 2017 (30 %) qu'en 2007 (40 %). Ces derniers ainsi que ceux de troisième sont aussi moins nombreux à déclarer savoir comment s'en servir, à l'inverse des élèves de première.

En 2017, les filles savent moins souvent qu'en 2007 qu'elles peuvent s'en procurer à la pharmacie sans ordonnance, ou auprès des infirmiers scolaires (*graphique 1*), de même que les élèves de quatrième et troisième.

Des opinions évolutives, mais paradoxales sur la grossesse précoce

Les garçons comme les filles sont nettement plus nombreux à mettre en avant le facteur de dangerosité pour la mère comme pour le bébé d'une grossesse à leur âge (*graphique 2*). Paradoxalement, ils approuvent trois fois plus souvent cette situation en 2017 qu'en 2007, retrouvant ainsi le niveau de 2001.

Les filles sont plus nombreuses à considérer l'IVG comme un moyen comme un autre pour éviter d'avoir un enfant

Les filles sont moins nombreuses à considérer l'IVG comme un événement grave et traumatisant et à estimer qu'il résulte d'un échec que la prévention et la contraception auraient pu éviter (*graphique 3*).

Parallèlement, elles jugent plus fréquemment « heureux qu'il existe » et sont plus nombreuses à le considérer comme un moyen de contraception comme un autre.

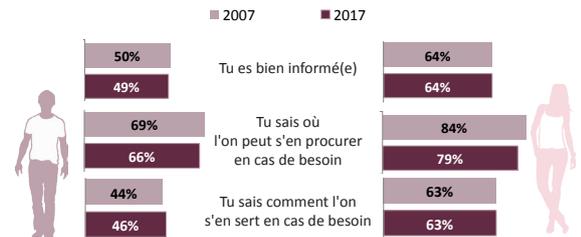
Les opinions des garçons concernant le recours à l'IVG ont peu évolué.

En 2017 comme en 2001, les jeunes les mieux informés sur les moyens contraceptifs expriment plus fréquemment que les autres, les opinions « heureusement que l'IVG existe » et « c'est un échec de la prévention et de la contraception ».

Le VIH/sida n'est plus au premier rang des craintes exprimées par les jeunes

Le VIH/sida n'est plus la première source de préoccupation des jeunes en matière de santé (ils ne sont plus que 29 % à le citer en 2017 vs 61 % en 2001 et 62 % en 2007). En 2017, la drogue, la dépression/suicide et les accidents de la circulation prédominent. L'évocation des risques liés aux infections sexuellement transmissibles est également en net recul : 17 % en 2017 vs 30 % en 2001 et 27 % en 2007.

1 Information sur la pilule contraceptive d'urgence*



* Non disponible en 2001

Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne

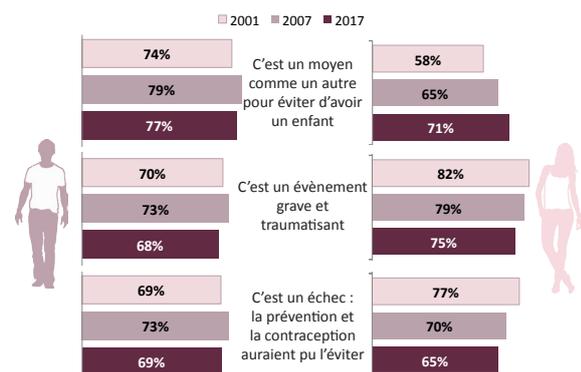
2 Opinions sur le fait d'avoir un enfant ou d'être enceinte à leur âge selon le sexe*



* La question posée aux jeunes était « Voici des opinions que l'on peut entendre sur le fait d'avoir un enfant (ou être enceinte) à ton âge. Pour chacune d'elles, dis-nous si tu es d'accord ».

Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne

3 Opinions sur le recours à une IVG pour un jeune de leur âge selon le sexe*



* La question posée aux jeunes était « Voici des propositions sur le fait de recourir à une IVG pour quelqu'un de ton âge. Dis-nous si tu es d'accord ».

Source : La santé des jeunes en Bretagne en 2017 - Exploitation ORS Bretagne



Janvier 2019

> Enquête 2017 >

Lire aussi

Santé des jeunes scolarisés en Bretagne : résultats de l'enquête 2017

Novembre 2018 – ORS Bretagne

La santé mentale, le bien-être et la souffrance psychique des jeunes scolarisés en Bretagne en 2017

Décembre 2018 – ORS Bretagne

Nutrition, activité physique et sédentarité des jeunes scolarisés en Bretagne en 2017

À paraître en 2019 – ORS Bretagne

**POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES,
consulter la brochure multithématique des principaux résultats de l'enquête
La santé des jeunes scolarisés en Bretagne : résultats de l'enquête 2017**

Décembre 2018 – ORS Bretagne

Nous adressons nos remerciements aux chefs d'établissements
et à tous les personnels de la communauté scolaire qui ont contribué au bon
déroulement de l'enquête, ainsi qu'à tous les élèves qui ont accepté de participer.

COMITÉ DE PILOTAGE ENQUÊTE SANTÉ JEUNES

Académie de Rennes
Dr Catherine BURGAZZI
Isabelle CHAUVET – LE MARCHAND

Agence Régionale de Santé Bretagne
Salima TAYMI
Jean-Pierre ÉPAILLARD

Conseil Régional de Bretagne
Nathalie GIBOT
Mathilde LENAIN

Direction de l'Enseignement Catholique
Christine KHAN

Observatoire Régional de Santé
Dr Isabelle TRON
Léna PENNOGNON

RÉALISATION

Rédaction

Sous la direction de Dr Isabelle TRON, Directrice, ORS Bretagne.
Patricia BÉDAGUE et Léna PENNOGNON, Chargées d'études, ORS Bretagne.
Avec la participation de Maxime RATY, stagiaire Master 2 Démographie,
Université de Strasbourg.

Conception graphique

Elisabeth QUÉGUINER, Chargée de communication, ORS Bretagne.

Étude réalisée en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé Bretagne,
le Conseil Régional de Bretagne, l'Académie de Rennes
et la Direction de l'Enseignement Catholique.